

Questions orales

que c'est à compter de cette date que les sous-ministres de l'Énergie, des Mines et des Ressources, des Finances et de l'Industrie et du Commerce ont été nommés au conseil, est-il exact que son sous-ministre, M. Gordon MacNabb, lui a signalé il y a plus de deux semaines que l'EACL accusait une perte de 130 millions de dollars et, pire encore, qu'il y avait un écart de 290 millions entre les recettes et les dépenses et pourquoi ne lui a-t-on signalé la chose que quelques jours avant que le rapport ne soit déposé?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, si le député se donnait la peine de vérifier le compte rendu, il verrait bien que j'ai dit avoir été averti des pertes—en fait, il s'agissait d'une mesure de prévoyance pour d'éventuelles pertes, car elle ne se sont pas encore produites au cours du présent exercice dans le contrat que l'EACL a conclu il y a quelques semaines avec l'Argentine. On m'a signalé que l'EACL pourrait subir des pertes appréciables quelque deux semaines peut-être avant cela. Il se peut fort bien que cette rumeur provienne des mêmes sources que celles auxquelles le député vient tout juste de faire allusion. Quant aux pertes relatives à ce contrat, la réponse consignée au compte rendu tient toujours.

LA DATE DE LA MISE AU COURANT DU MINISTRE AU SUJET DE
LA PERTE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Je crois comprendre que la nomination du sous-ministre du ministère des Finances au conseil d'administration de l'EACL visait à maintenir le ministère des Finances au courant de la situation financière de cette société de la Couronne. Le ministre avait-il été informé avant de déposer ce rapport annuel et cet état financier que l'EACL avait un déficit de 290 millions de dollars, dont 130 millions de dollars étaient dus à la vente du réacteur à l'Argentine?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà indiqué à la Chambre qu'on m'avait signalé qu'on prévoyait une perte importante d'après les livres de l'EACL pour la période sur laquelle portait les calculs.

Une voix: Quand?

M. Macdonald (Rosedale): Comme je l'ai indiqué, c'était une question de quelques semaines—je ne peux pas préciser—avant le dépôt, celui d'il y a maintenant une semaine ou 10 jours.

L'INOPPORTUNITÉ DE LA NOMINATION DE SOUS-MINISTRES AU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je me permettrai, monsieur l'Orateur, d'adresser ma dernière question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Quand on nomme des sous-ministres affairés au conseil d'administration des sociétés de la Couronne, ce devrait être dans le but de tenir le gouvernement au courant de ce qui s'y passe; or nous constatons d'après les réponses qu'on nous a données aujourd'hui, que les ministres n'en savaient rien jusqu'au moment de la préparation du rapport annuel. Ne serait-il pas souhaitable, au lieu de nommer des gens pour la forme au conseil d'administration de ces sociétés, d'y nommer des gens

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

qui pourraient consacrer une certaine attention à cette question et faire régulièrement rapport au gouvernement sur l'état dans lequel ils trouvent les finances des diverses sociétés de la Couronne où ils siègent au conseil d'administration? Pour le moment, on nomme des sous-ministres membres du conseil d'administration de ces sociétés alors qu'ils ont déjà tellement de travail à faire pour leur ministère qu'ils sont incapables de s'acquitter des tâches qui leur incombent. Aussi, n'est-il pas temps de faire autre chose pour résoudre ce problème?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, en toute déférence, je trouve que le député confond les fonctions de membre de conseil d'administration et celles de vérificateur des comptes d'une société. Il se fait que le vérificateur des comptes de la société en question est le Vérificateur général du Canada. Le député devrait reconnaître que les membres du conseil d'administration d'une société n'ont le droit de prévenir les actionnaires d'une perte que lorsqu'ils sont sûrs du montant de cette perte, ce qu'il appartient au vérificateur de déterminer. Le vérificateur a signé le rapport le 22 juin; je pense que les membres du conseil d'administration l'ont vu quelques jours plus tard. Il est incontestable que ceux-ci n'ont pas le droit de se livrer à des conjectures sur le rapport du vérificateur des comptes d'une société, surtout quand il s'agit du Vérificateur général du Canada.

LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS AU MINISTRE PAR LE
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Il s'agit des propos que l'ancien président de l'EACL, M. Gray, a tenus devant le comité des comptes publics le 1^{er} février 1977. Il disait au comité comment le gouvernement était tenu au courant lors de déjeuners d'affaires avec les sous-ministres ou le ministre lui-même:

Je crois que l'EACL et moi-même personnellement, nous avons plus fait pour informer le gouvernement de nos activités qu'aucun autre service du gouvernement.

Lorsque M. Gray a quitté son poste de président du conseil d'administration, n'a-t-on pas continué d'acheminer les renseignements sous la gouverne de son successeur, M. Ross Campbell, ou du président, M. Foster? Le ministre est-il en train de nous dire que les nouveaux dirigeants ne lui ont pas transmis les informations qu'il avait l'habitude de recevoir sous l'ancien président?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne doute pas que les déjeuners d'affaires soient un bon moyen d'information, mais, à mon avis, ce n'est pas suffisant.

Mlle MacDonald: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur; je suis certaine que le ministre prend également parfois des petits déjeuners et des dîners. Devons-nous comprendre que les dirigeants actuels de l'EACL, notamment le président du conseil d'administration, Ross Campbell, ne tient plus le ministre ou le sous-ministre au courant de ce qui se passe, comme M. Gray avait pris l'habitude de le faire, lors de déjeuners d'affaires ou d'autres types de rencontres?